Sensibiliser élèves et étudiants à la protection et à la sécurité des données

Federica Minichiello

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/6101>
DOI : 10.4000/ries.6101
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education internationale

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2018
Pagination : 11-14
ISBN : 978-2-85420-618-0
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Federica Minichiello, « Sensibiliser élèves et étudiants à la protection et à la sécurité des données », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 77 | avril 2018, mis en ligne le 30 avril 2018, consulté le 24 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/6101> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.6101>

Ce document a été généré automatiquement le 24 juin 2021.

© Tous droits réservés

Sensibiliser élèves et étudiants à la protection et à la sécurité des données

Federica Minichiello

- 1 La présence exponentielle des technologies dans nos vies connectées fait de la protection et de la sécurité des données collectées un enjeu d'envergure.
- 2 En mai 2018 est entré en vigueur le Règlement européen de protection des données (RGDP), une législation qui vise l'harmonisation des pratiques de protection de données personnelles au sein de l'Union européenne et la responsabilisation de tous les acteurs impliqués dans le traitement des données (sous-traitants informatiques, administrations, entreprises, citoyens).
- 3 Pour les enfants de moins de seize ans la règle est le recueil de consentement des parents pour toute collecte de données les concernant (un seuil d'âge qui peut toutefois être réduit par les législations nationales) et la possibilité renforcée pour un mineur d'exercer son droit à l'oubli, défini comme le droit au déréférencement, par les moteurs de recherche, de liens portant atteinte à la vie privée. À cela s'ajoutent les principes de base : toute collecte de données doit être licite, sécurisée et loyale – la personne concernée doit en être informée – et doit respecter des critères dits de « minimisation » : une minimisation des données collectées, circonscrite aux informations strictement nécessaires, une minimisation des possibilités de croisement entre les données, une durée de conservation limitée etc. Le présent article propose une sélection de ressources et d'acteurs œuvrant à la fois à la sensibilisation aux bonnes pratiques d'utilisation des technologies et à la diffusion d'une culture numérique, qui octroie aux données leur juste valeur sans sous-estimer les risques encourus en termes de vie privée.
- 4 Sitographie arrêtée le 3 mars 2018.

Enjeux et risques

Data Quality Campaign

- 5 Cette association à but non lucratif américaine (financée par plusieurs fondations dont la Gates Foundation) se consacre à la valorisation des données éducatives et à l'amélioration de la qualité et de la pertinence des données collectées. Elle mène un travail important de sensibilisation de l'opinion publique sur l'ampleur des données que l'on peut collecter sur un élève et sur les potentialités en termes de croisement : données démographiques, parcours scolaire, observations en classe par les enseignants, évaluations et certifications, activités extrascolaires, ainsi que toutes traces d'activité en ligne de l'élève (utilisation d'Internet, des réseaux sociaux, d'applications éducatives). Toutes ces informations offrent de nombreuses possibilités d'utilisation à des publics très variés : familles, chercheurs, équipes pédagogiques, administrations, employeurs ainsi qu'aux étudiants, dans une logique de construction d'un portfolio numérique et de réappropriation de données personnelles.
<https://dataqualitycampaign.org/>

Rapport « L'école sous algorithmes »

- 6 Ce rapport 2016 du *think thank* français Terra Nova plaide pour une prise de conscience des enjeux politiques sous-jacents au choix d'outils pédagogiques employés dans les écoles, à l'égard des promesses des *learning analytics* (analyse des modalités d'apprentissage pour déceler des profils pédagogiques et personnaliser l'enseignement) et les craintes de commercialisation des données des élèves par des entreprises privées. Les auteurs insistent sur la nécessité de construire un environnement juridique adéquat pour que l'État puisse se doter de logiciels appropriés, avec des mécanismes de contrôle par les pouvoirs publics (comme l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) ; ils soulignent également le besoin en termes de comparaisons internationales, pour étudier les relations tissées dans d'autres systèmes éducatifs avec les acteurs du numérique.
<http://tnova.fr>

Studentprivacy.ed.gov

- 7 Le ministère de l'éducation américain consacre ce site à la protection de la vie privée des étudiants, en lien avec le *Family Educational Rights and Privacy Act* ; un service d'assistance technique est proposé aux établissements et districts scolaires pour une gestion appropriée de leurs systèmes d'information, notamment en termes de sécurité. Les risques encourus sont nombreux : fuites des données personnelles, dénis de service, pratiques de rançon, usurpation d'identité. Selon une note du FBI de janvier 2018, des pirates informatiques seraient responsables d'environ 69 intrusions dans des écoles et de la fuite de plus de 200 000 enregistrements de données de 7 000 étudiants. Un point de vigilance relèverait des ressources humaines : si on constate en moyenne un rapport de 1 personne « support informatique » pour 50 à 300 utilisateurs en entreprise, dans des établissements éducatifs, ce ratio peut s'élever à 1 pour 1 000 étudiants.
<https://studentprivacy.ed.gov/>

Sélection d'acteurs

La commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

- 8 La CNIL est l'autorité nationale française en termes d'informatique et libertés ; ses pouvoirs de sanction seront fortement renforcés par le futur règlement européen. Signataire d'une convention en 2016 avec le ministère de l'éducation, la commission a publié, en 2017, un plaidoyer pour un meilleur encadrement des services numériques en éducation et la mise en place d'une charte de confiance entre le ministère et ses différents fournisseurs (éditeurs de logiciels, fournisseurs d'accès ou d'hébergement), afin de garantir la protection des données personnelles traitées et la non réutilisation à des fins commerciales. Parmi les différentes ressources disponibles sur son site, on peut citer des guides pour l'enseignement secondaire et supérieur recensant les procédures à respecter, par exemple, pour la mise en place d'un annuaire des diplômés, la diffusion de résultats d'examen et des notes sur Internet, la mise en place d'espaces numériques de travail (ENT). La CNIL mène également des actions de sensibilisations au cadre juridique de la protection des données personnelles à destination d'enseignants du premier et du second degré.
<https://www.cnil.fr/>

La Conférence mondiale des autorités de protection des données

- 9 La Conférence mondiale des autorités de protection des données dispose d'un groupe de travail international sur l'éducation numérique qui réunit 28 autorités nationales (dont 19 pays européens et quelques pays d'Amérique latine et d'Afrique). En octobre 2016, un socle commun de référence a été élaboré pour promouvoir l'éducation à la protection des données dans les programmes scolaires : on y trouve les notions indispensables à connaître, comme le périmètre de donnée personnelle, les libertés fondamentales en termes de vie privée, la compréhension de l'environnement numérique d'un point de vue économique (gratuité du web, profilage publicitaire) et technique (architecture d'Internet, stockage dans les nuages, risques informatiques). Le groupe met en avant une sélection d'initiatives pédagogiques, souvent ludiques, de sensibilisation à la protection de la vie privée, comme l'ouvrage en bandes dessinées de l'autorité nationale irlandaise *Sign up, Log In, Opt Out-Protecting your Privacy & controlling your Data* ou le concours annuel organisé par l'autorité hongkongaise lors de la *Privacy Awareness Week*.
<https://icdppc.org>

Commission européenne

- 10 Le programme « Internet sans craintes » de l'Union européenne vise à protéger les enfants lors de l'utilisation d'Internet et d'autres technologies numériques : un utilisateur d'Internet sur trois est un enfant et 51 % des citoyens se considèrent peu préparés aux dangers liés aux pratiques numériques. Lancé en 1999, le programme fédère aujourd'hui plus de 30 pays. Parmi ses actions, on peut citer la certification *eSafety Label* qui évalue la mise à disposition, par un établissement scolaire, d'un environnement en ligne sécurisé pour l'apprentissage. Ainsi que le projet *eConfidence* :

l'élaboration de deux jeux sérieux, à destination des 12-14 ans, pour acquérir les bons réflexes dans l'utilisation d'Internet et la protection contre le cyber-harcèlement.

<http://www.saferinternet.fr/>

L'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)

- 11 L'INRIA dispose de plusieurs équipes travaillant dans les domaines des données, comme Datasphère, qui étudie l'économie des données et des plateformes, et Privatics, sur la protection de la vie privée sur Internet. Dans un projet mené avec la CNIL intitulé Mobilitics – La face cachée des smartphones, les chercheurs ont analysé dans le détail les données personnelles enregistrées par les téléphones portables. Le constat est que les informations mises à disposition des utilisateurs sont insuffisantes au regard du volume de données collectées sur ces appareils : identifiants techniques, logiciels et surtout données de géolocalisation, représentant plus de 30 % des données collectées. Le dernier prix INRIA-CNIL 2017 « Protection de la vie privée » a été décerné à un article présentant les stratégies pour minimiser les risques d'atteinte à la vie privée, selon le concept de *Privacy by Design* : « chaque nouvelle technologie traitant des données personnelles ou permettant d'en traiter doit garantir dès sa conception et lors de chaque utilisation, même si elle n'a pas été prévue à l'origine, le plus haut niveau possible de protection des données » (source : CNRS).
<https://www.inria.fr/>

Sélection de ressources

EducNUM

- 12 Le collectif EducNum, initié en 2013 par la CNIL, regroupe désormais environ 70 membres issus du monde de l'éducation, de la recherche et de l'économie numérique, autour de la mission de « promouvoir une culture citoyenne du numérique ». Parmi les différentes ressources proposées, on peut citer des jeux pédagogiques pour tester ses connaissances sur la protection de la vie privée, un guide pour mieux vivre le numérique en famille, plusieurs webdocumentaires ainsi que des conseils pour construire sa propre identité en ligne ou bien utiliser son premier téléphone mobile.
<https://www.educnum.fr/>

« Je décide »

- 13 Par le biais de son projet « Je décide », la Commission belge a élaboré un site sur la vie privée à l'école, qui propose des parcours d'information différenciés selon trois publics « cible » spécifiques : les jeunes enfants, les parents et les équipes pédagogiques. Les cas pratiques illustrés sont nombreux : par exemple, des cartes destinées au paiement à la cantine qui peuvent facilement se transformer en capteurs des habitudes alimentaires quotidiennes des élèves ; les précautions en cas d'installation de dispositifs biométriques pour le contrôle d'accès à l'école ; des conseils pratiques aux enseignants pour bien appréhender leur identité en ligne et la cohabitation avec leurs élèves sur les

réseaux sociaux.

<https://www.jedecide.be>

MOOC « SecNumAcademie »

- ¹⁴ Un des objectifs clés de la Stratégie nationale française pour la sécurité du numérique est la formation et la sensibilisation des citoyens à ces sujets. L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a élaboré un cours gratuit en ligne d'initiation à la cybersécurité pour une utilisation appropriée des outils numériques : règles d'authentification, notions de cryptographie, bonnes pratiques de messagerie et de navigation sur internet. Ce MOOC est accessible pendant trois ans, jusqu'en 2019. <https://www.secnumacademie.gouv.fr/>
-

INDEX

Mots-clés : protection des données personnelles, sécurité des données, règlement européen de protection des données (RGDP), données personnelles, culture numérique

Palabras claves : protección de los datos personales, seguridad de datos, reglamento general de protección de datos (RGPD), datos personales, cultura digital

Keywords : protection of personal data, data security, General Data Protection Regulation (GDPR), personal data, digital culture

AUTEUR

FEDERICA MINICHIELLO

Federica Minichiello est responsable adjointe du Centre de ressources et d'ingénierie documentaires du Centre international d'études pédagogiques. Courriel : minichiello@ciep.fr